

La Grève générale en Suisse (1918)

Charles Heimberg

6-7 novembre 2018



Zurich, Paradeplatz (ill. wikipedia)



Occupation de la Paradeplatz à Zurich par l'armée, le 9 novembre 1918. Un soldat est tué par balle lors de la grève locale qui précède la grande grève générale. © Stadtarchiv Zürich/DR

Les faits

30 septembre-1^{er} octobre: grève des employés de banque zurichois

7 novembre : démonstration de force de l'armée à Zurich

9 novembre : grève de protestation à Zurich

10-11 novembre : poursuite de la mobilisation à Zurich

12-14 novembre : grève générale, avec 250'000 grévistes

15 novembre: reprise du travail sans acquis immédiats.

Les neuf revendications de la Grève générale de 1918

Renouvellement immédiat du Conseil national d'après la proportionnelle.

Droit de vote et d'éligibilité de la femme.

Introduction du devoir de travailler pour tous (droit au travail).

Introduction de la semaine de 48h dans toutes les entreprises publiques et privées.

Organisation d'une armée essentiellement populaire.

Assurer le ravitaillement, en accord avec le monde agricole.

Assurance vieillesse et invalidité.

Monopole d'État pour l'importation et l'exportation.

Paiement des dettes publiques par les possédants.

La Grève générale de 1918, un événement suisse ?

Elle dure du 12 au 14 novembre 2018, au lendemain du 11 novembre...

Elle a lieu au moment d'une poussée de grippe dite espagnole.

Des luttes sociales, des tentatives de révolutions ont lieu en Europe dans le contexte de cette sortie de guerre...

L'histoire suisse, depuis la Suisse, contemporaine, voit ses grands moments de rupture ou donnant lieu à controverses (1848, 1918, Seconde Guerre mondiale) avoir clairement aussi une dimension européenne.

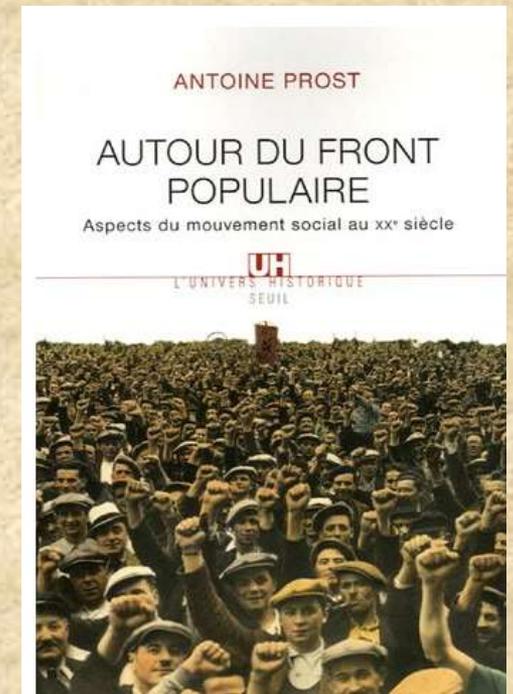
La grève générale, un événement inattendu

Sur le moment, nul ne savait ce qui allait se passer, quelle allait être l'ampleur de la mobilisation, ni sa répartition dans le pays.

La journée du 14 novembre à Genève, qui a été la plus violente, est significative de ce point de vue : les organisations ouvrières appelaient à la poursuite de la grève alors que la presse bourgeoise annonçait déjà l'appel du comité d'Olten à reprendre le travail...



Tombe d'Émile Nicolet (1879-1921),
qui avait été molesté le 14.11 1918



Les trois durées des grèves de 1936

juin 1936 = temps court de l'euphorie de la victoire populaire, de l'affirmation de la dignité ouvrière.

1929-1939 = temps moyen de la crise économique et de ses effets sur les ouvriers (pression sur les salaires, pression sur l'emploi).

1906-1939 = temps long de la taylorisation (intensification des cadences, de la rationalisation du travail, de la perte de maîtrise des ouvriers sur la production, etc.).

Une application à la grève générale de 1918 en Suisse

Novembre 1918 : trois jours de grève;

1914-1919 : période de privation et de perte de pouvoir d'achat;

1885-1920 : période de confrontations sociales avec de nombreuses grèves

1918-1971 ou 1978 : plus longue durée de la conquête des revendications du Comité d'Olten (droits politiques des femmes) et de la réappropriation d'une mémoire de cette rupture et de cette affirmation de la dignité ouvrière.



Granges, 14 novembre 1918

Trois ouvriers sont tués

« *L'événement, c'est ce qui advient à ce qui est advenu...* », Pierre Laborie, 2011.

Périodisation des grèves et confrontations sociales

Grève générale de
Genève en 1902

Grève générale de
Zurich en 1912

Grève générale à
Zurich et, surtout, à
Bâle en 1919

Un document du camp bourgeois, encore en août 1919

35

E 2001 (D) c 1/1910–1919

*La Division des Affaires étrangères du Département politique
aux Légations de Suisse*

Copie
RP III/Gx

Berne, 4 août 1919

La grève générale qui a été proclamée à Bâle le 31 juillet et à Zurich le 1^{er} août s'est limitée à ces deux villes. A Bâle, il y a eu à déplorer des morts et des blessés, à Zurich pas. La grève est poussée avec plus d'énergie à Bâle qu'à Zurich, où il ne s'est agi en somme que de suivre l'impulsion donnée. Le 1^{er} août, on n'était pas sans inquiétude et l'on craignait que le mouvement ne fit tache d'huile. Si Berne avait suivi l'exemple, on redoutait que les employés de chemin de fer n'en fissent autant, ce qui nous aurait mis en présence d'un mouvement révolutionnaire général analogue à celui de novembre 1918. D'après ce que M. Graber avait dit à des journalistes, on savait que la Suisse française, tout en déclarant qu'elle ne marcherait pas, laisserait faire les Zurichois et il n'était pas impossible qu'un succès éventuel de ces derniers n'entraînât beaucoup de monde, même en Suisse française, d'autant plus que les socialistes vaudois décidaient de se rattacher à la troisième internationale. Enfin, l'on savait que le comité d'Olten était débordé et que les masses prolétaires n'étaient plus entre les mains de leurs chefs parlementaires.

Auteur : Jean-Marie Musy (1876-1952)

Destinataire : Conseil national

Date : 10 décembre 1918

Titre : *La grève générale et le bolchevisme en Suisse*

Note : Ce discours a fait l'objet d'un tirage spécial, édité par l'imprimerie J. Perroud, Bulle, s.d. Ce tirage est disponible à la bibliothèque de l'université de Fribourg.

Permettez-moi maintenant quelques réflexions sur le séjour de la Légation des Soviets de Russie, à Berne. Emanation du gouvernement de Lénine, ce fut un nid d'anarchistes et de révolutionnaires venus dans notre pays pour instaurer en Suisse le régime de la terreur. J'en ai reçu, un jour, sous enveloppe portant le sceau de la « République fédérative des Soviets de Russie, en Suisse », une lettre chargée contenant une sommation. Je n'ai pas de compte à rendre à la Légation des Soviets et j'entends pouvoir, à la tribune du National, remplir tout mon devoir, sans être molesté par des étrangers, à qui je conteste le droit de séjour chez nous, (*Vifs applaudissements*). Il a fallu la grève générale et un commencement de révolution pour amener enfin son expulsion. Je regrette les ménagements excessifs dont fut l'objet cette horde venue de Russie pour semer dans notre bonne terre suisse le ferment de la révolution. Par contre, je félicite l'excellent commandant du régiment 7 et ses soldats de l'esprit de décision et de l'énergie dont ils ont fait preuve à cette occasion (*Bravos*). [...]

Auteur : Jean-Marie Musy (1876-1952)

Destinataire : Conseil national

Date : 10 décembre 1918

Titre : *La grève générale et le bolchevisme en Suisse*

Note : Ce discours a fait l'objet d'un tirage spécial, édité par l'imprimerie J. Perroud, Bulle, s.d. Ce tirage est disponible à la bibliothèque de l'université de Fribourg.

L'action révolutionnaire en Suisse a été soigneusement préparée et méthodiquement organisée. La diffusion des idées anarchistes fut intensifiée depuis 1914. L'action socialiste en général, sa presse en particulier, se sont acharnées à altérer notre patriotisme. Elles se sont efforcées, en outre, d'éteindre le flambeau de la vérité chrétienne dont la lumière cependant peut seule nous tirer du chaos où nous nous agitons. Le dilemme est posé. Il faudra choisir l'une ou l'autre des solutions. Ayons enfin le courage de regarder bien en face, de fixer le tableau des réalités. S'obstiner à poursuivre une politique sociale faite d'opportunisme et de louvoiement serait une folie. Il faudra bien finir par choisir entre la doctrine chrétienne et la formule révolutionnaire, c'est-à-dire entre le Christ et Lénine. Je n'ai jamais contesté le bien-fondé des justes revendications formulées au nom des classes les moins privilégiées. Notre devoir est d'unir nos efforts pour combattre avec succès la misère imméritée et réaliser enfin la suppression définitive des injustices dont souffrent encore certaines catégories

Auteur : Jean-Marie Musy (1876-1952)

Destinataire : Conseil national

Date : 10 décembre 1918

Titre : *La grève générale et le bolchevisme en Suisse*

Note : Ce discours a fait l'objet d'un tirage spécial, édité par l'imprimerie J. Perroud, Bulle, s.d. Ce tirage est disponible à la bibliothèque de l'université de Fribourg.

d'honnêtes travailleurs. Parce que chrétien convaincu, je souhaite que s'achève l'évolution du salariat, qui peut et qui doit, comme toutes les choses humaines, se perfectionner. L'Etat a le devoir d'assurer l'équilibre social, qui ne peut s'établir définitivement que sur la dignité de tous les citoyens. Mais nous voulons que cette évolution s'effectue dans l'ordre maintenu par un gouvernement ferme, qui ne capitule jamais devant des revendications présentées sous forme d'ultimatum. (*Vifs applaudissements*).

Source de la mise en forme : dossier de Julien Wicki

95 Appel de l'Union civique suisse à la population genevoise

Chers concitoyens,

Plus de cent sociétés patriotiques et populaires, représentant au-delà de 15.000 citoyens, se sont constituées en Union Civique Suisse, pour appuyer les Autorités et contribuer à la défense de la loi. Etrangères à toutes distinctions politiques ou sociales, elles ont offert leur concours au Gouvernement, qui l'a accepté, et les modestes services qu'elles ont déjà pu rendre leur font le devoir de conserver, dans l'avenir, une organisation qui leur permettra de reprendre leur tâche, chaque fois que la nécessité s'en présentera.

Chers concitoyens,

L'ordre est maintenant rétabli. Les problèmes sociaux invoqués à l'appui des manifestations auxquelles nous avons assisté seront abordés dans l'esprit de solidarité que dicte à tous l'intérêt supérieur du pays.

Mais dans une démocratie comme la nôtre, c'est le jeu normal de nos libres institutions qui assure le progrès social nécessaire. Loin d'en servir la cause, la grève générale est un véritable attentat à la vie même du peuple, car, en désorganisant les services publics, elle inflige à la population, par la disette alimentaire et le renchérissement de la vie, des privations et des souffrances dont les classes laborieuses sont les premières victimes. Par son attitude unanime, le peuple suisse a réprouvé des procédés d'importation étrangère, inspirés par une propagande occulte et malsaine. Il exige qu'avec fermeté nos autorités fassent œuvre de solidarité publique, en purgeant notre sol de tous les éléments louches qui, avec des fonds d'origine douteuse, ont tenté de semer la discorde et d'introduire l'anarchie chez nous.

Après avoir sauvé pendant plus de quatre ans la neutralité helvétique, nos soldats ont dû, pour défendre le pays contre le bolchévisme, s'arracher de nouveau à leurs foyers, en pleine épidémie et au moment même où l'avènement d'une paix générale fondée sur le droit assurait la démobilisation imminente de notre armée. Témoignons à nos troupes la reconnaissance que mérite leur dévouement patriotique; adressons nos remerciements aux employés des services publics qui, à Genève, ont eu le courage de rester fidèles à leurs devoirs et de repousser, en citoyens libres, la pression d'un mot d'ordre tyrannique. Mais cela ne saurait suffire, il faut que tous les Suisses, dans un même élan de solidarité nationale, fassent cause commune, dans l'intérêt de la patrie, pour maintenir la liberté du travail et le respect de la loi, en attendant que la justice assure les sanctions nécessaires à l'égard des actes dont notre pays vient d'être victime.

[suivent les noms d'une cinquantaine de sociétés ou associations patriotiques et autres]

*Le mouvement
ouvrier suisse,
1975*

LA GARDE CIVIQUE GENEVOISE ET LA GRÈVE GÉNÉRALE DE 1918, UN SURSAUT DISCIPLINAIRE ET CONSERVATEUR

La grève générale de novembre 1918 est un événement majeur de l'histoire suisse, du point de vue de laquelle elle représente un moment exceptionnel de rupture à l'échelle nationale, le premier depuis la constitution de l'État fédéral en 1848¹. A Genève, où plus de 8 000 travailleurs ont cessé le travail, elle a donné lieu à l'apparition d'une Union civique dont le but était d'assurer la marche des services publics touchés par la grève, et de prêter main forte à la police et à l'armée pour maintenir l'ordre et la « liberté du travail ». L'émergence de cette milice bourgeoise, la garde civique, en dehors de toute légalité mais avec la bénédiction des autorités, s'inscrit plus généralement dans la perspective des pratiques disciplinaires de la classe dirigeante à l'égard du mouvement ouvrier.

Charles Heimberg, 1997, *Revue d'histoire moderne et contemporaine*

« Halte-là ! », proclame le *Journal de Genève* du 3 novembre 1918 en s'adressant à de prétendus révolutionnaires étrangers⁹ :

Le bolchevisme a gagné des millions à la solde de l'impérialisme allemand et dans le pillage de la Russie. Ces millions, il les dépense aujourd'hui dans le monde entier pour fomenter une révolution générale en faveur de l'impérialisme prolétarien. (...) Il vise maintenant la Suisse et les pays de l'Entente.

Que font nos autorités ? Rien. Dans les trains de rapatriés suisses venant de Russie se glissent des émissaires de Lénine : on les laisse passer ! (...) Mme Balabanoff vient chez nous avec des millions pour fomenter la révolution : on la laisse faire !

Aujourd'hui le peuple suisse se tourne vers le Conseil fédéral et le rend responsable des graves événements qui pourraient survenir s'il ne prenait pas immédiatement les mesures qui s'imposent. Et, aux bolchévistes, notre peuple dit : « Halte-là ! Vous ne toucherez pas à la Suisse ! Depuis des siècles nous jouissons de la liberté : jamais nous ne l'abandonnerons aux mains de vos despotes ! »

Si nous ne disposons pas d'éléments plus fiables quant au nombre de citoyens qui s'y sont ralliés, un appel de l'Union civique genevoise nous fournit par contre la liste d'une soixantaine de sociétés « qui se sont constituées en *Union civique suisse*, pour appuyer les Autorités et contribuer à la défense de la loi »¹³ :

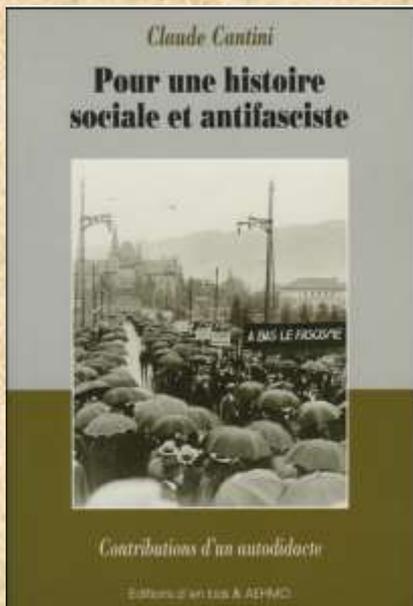
Étrangères à toutes distinctions politiques ou sociales, elles ont offert leur concours au Gouvernement, qui l'a accepté, et les modestes services qu'elles ont déjà pu rendre leur font le devoir de conserver, dans l'avenir, une organisation qui leur permettra de reprendre la tâche, chaque fois que la nécessité s'en présentera.

La liste de ces organisations patriotiques et populaires est très intéressante et mérite d'être très largement reproduite afin de montrer la diversité des milieux qui sont alors impliqués : *Associations* des clercs, des commis de Genève, des contremaîtres, des Intérêts de Genève ; Automobile-Club de

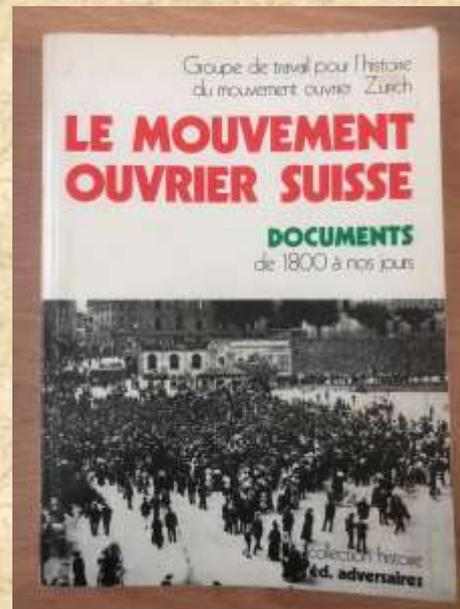
Suisse ; *Cercles* des arts et des lettres, de la voile ; *Chambres* de commerce de Genève, syndicale des entrepreneurs ; *Clubs* Alpin — comité central, Alpin suisse — section genevoise, des grimpeurs ; Fanfare municipale ; *Fédérations* catholiques, montagnardes, des sociétés de tir ; Groupe de Genève de la Nouvelle Société Helvétique ; Musique de Landwehr ; *Sociétés* Allobroga, des anciens élèves du Collège, des anciens élèves de l'École de commerce, de l'Arquebuse et de la Navigation, des arts, de Belles Lettres, des carabiniers, de la Croix-Bleue, des éclaireurs, de l'Escalade et patriotique, d'escrime, genevoise du commerce de détail, de gymnastique de Genève, d'histoire, des jardiniers de la rive gauche, du jeu de l'arc, l'Arolle, de lecture, de l'étrier, littéraire, nautique, des officiers, Patria, Patris, Pro Patria, pédagogique, de la Restauration et du 1^{er} Juin, Rhodania, de sauveteurs auxiliaires, de sapeurs-pompiers, de sous-officiers, Tell, d'utilité publique, des Vieux Belle-Lettriens, des Vieux-Zofingiens, de Zofingue ; *Unions* civique, suisse des démocrates indépendants, des travailleurs. On retrouve ici les principales composantes de la sociabilité bourgeoise et conservatrice traditionnelle dans la cité genevoise. Le recrutement des membres de la garde civique se fait principalement au sein des professions libérales et parmi les commerçants. Quant aux personnalités qui la parrainent, outre l'omniprésence du fameux Théodore Aubert, l'écrivain fribourgeois Gonzague de Reynold n'est pas loin. Il se

1968, années 1960 et 1970 :

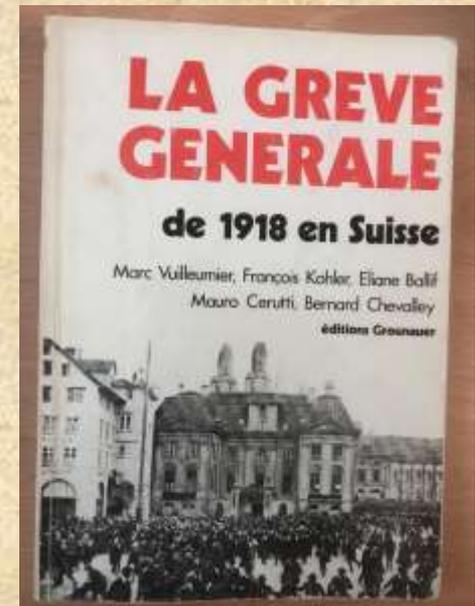
- d'une part, l'étude de Willi Gautschi met fin à la théorie de la révolution effleurée
- d'autre part, des études émanant de milieux scientifiques et d'auteurs engagés plus progressistes sont à l'origine de l'affirmation d'une histoire du mouvement ouvrier.



1968 (1999)



1975



1977



28

2012

DES GRÈVES AU PAYS DE LA PAIX DU TRAVAIL



AEHMO

**EDITIONS
D'EN BAS**



<http://aehmo.org/>

Présentation

La grève est un conflit du travail autour d'un enjeu matériel dans lequel s'affrontent salariés, patrons et syndicats, avec souvent la participation des autorités politiques dans le rôle de médiatrices. Cette définition minimale ne montre toutefois pas la richesse de cet objet historique qui a été pendant longtemps presque absent des études majeures sur les conflits sociaux. Mais depuis quelque temps, et la conjoncture n'y est certainement pas pour rien, le thème du conflit dans le monde du travail et le paradigme de classe reviennent en force dans les recherches et les enseignements universitaires, enrichis de nouveaux questionnements, par exemple la prise en compte des aspects plus émotionnels et identitaires de l'engagement des protagonistes.



2018



La Grève générale de 1918



► bourgeoisie, communisme, engagement politique, histoire de Genève, interview, monde ouvrier, patronat, répression, socialisme

1972-1013 : **La Grève générale de 1918**, un film de **Jacqueline Veuve** (1972, 26')

Ce film de 1972 cerne un fait d'histoire suisse : la grève générale de 1918 et ses mythes. Les auteurs ont eu recours à de nombreux documents extraits d'archives, de collections ou de travaux historiques parus à partir de 1968 (année de l'accès aux archives officielles). Les personnes interviewées ont été témoins de la grève ou en ont raconté l'histoire.

Entre 1971 et 1987, la célèbre documentariste Jacqueline Veuve réalisera douze films pour TVCO et le DIP. Dix d'entre eux sont d'ores et déjà disponibles [ici](#) sur ARCHIPROD.

1972 : un film documentaire scolaire de Jacqueline Veuve écrit par l'historien Philippe Schwed

<https://edu.ge.ch/site/archiproduct/1972-d1013-la-greve-de-18-un-film-de-jacqueline-veuve/>

Les ancêtres d'Unia et la grève générale

1918 - 2018: centenaire de la grève générale



En 2018 ont lieu les commémorations du centième anniversaire de la grève générale. Une série d'événements sont prévus tout au long de l'année pour revenir sur le plus important conflit social qu'a connu la Suisse moderne.

Entre le 12 et le 14 novembre 1918, poussés par l'inflation des denrées alimentaires et les provocations de l'armée, 250 000 travailleuses et travailleurs suivent l'appel du Comité d'Olten et cessent le travail. La grève se propagera partout et jusque dans les lieux les plus reculés grâce à la mobilisation des cheminots.

Plus d'informations

Programme des commémorations: www.greve-generale.ch

Dans les médias

«Grève générale de 1918 - La Suisse au bord de la guerre civile», documentaire de Histoire vivante sur RTS Deux, 25 mars 2018

Théâtre

Participant

Billets

Theater Théâtre Teatro Teater +

1918.CH

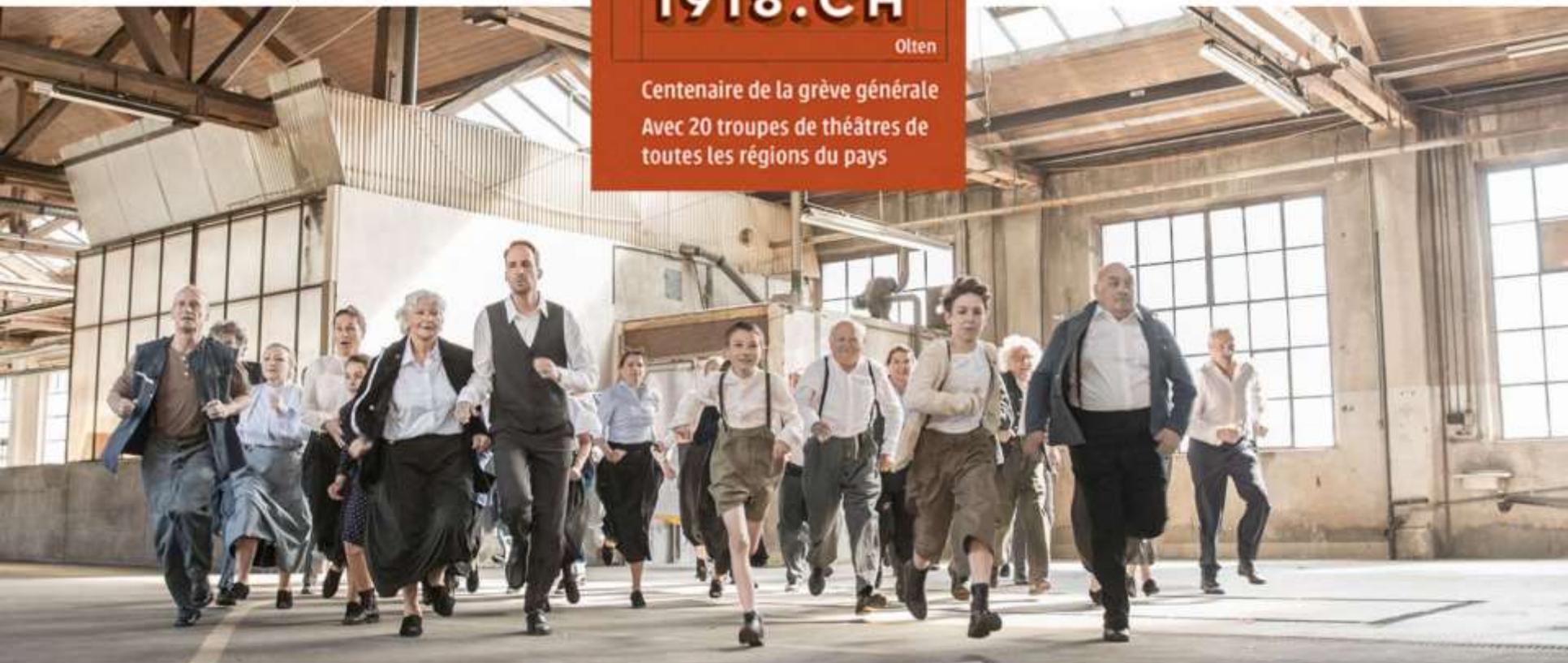
Olten

Centenaire de la grève générale
Avec 20 troupes de théâtres de
toutes les régions du pays

Grève

Support

Contact



<https://1918.ch/fr/>

«La grève générale de 1918 - Matériaux pour l'enseignement».



A l'occasion du centenaire de la grève générale de 1918, le Syndicat des services publics (SSP) a souhaité mettre à disposition des enseignant-e-s un ouvrage facilitant l'approche de cet événement central dans l'histoire de la Suisse.

<https://ssp-vpod.ch/campagnes/centenaire-de-la-greve-generale/enseigner-la-greve-generale/>



Capture d'écran sur le site de la RTS, mars 2018

La Grève générale de 1918. La Suisse au bord de la guerre civile, un film documentaire d'Hansjürg Zumstein qui a été diffusé récemment sur la RTS.

« Après ce changement de position, les bourgeois et les sociaux-démocrates lutteront conjointement contre les fascisme. »

« Ensemble, ils créeront également l'AVS, l'assurance vieillesse et survivants, l'une des principales revendications de la grève générale. »

« Les frontistes ne prendront jamais vraiment pied en Suisse. Leur leader, Emil Sonderegger, meurt peu de temps avant que la social-démocratie ne reconnaisse l'armée. »

« Durant la Deuxième Guerre mondiale, le Conseil fédéral bourgeois nomme Robert Grimm responsable de l'approvisionnement en carburant. Grimm meurt en 1958 comme politicien hautement estimé. »

1918 : L'affrontement de la grève général

HISTOIRE - Suisse (2018)

Votre note : ★★★★★ (0 vote - 0/5 en moyenne)

COMMENTER

AVEC

F H

[ACCUEIL](#)

Réalisateur : **Frédéric Hausammann**

Vous allez regarder ce programme ? Dites-le à vos amis !



SYNOPSIS

En 1918, la Suisse a vécu la dernière grève générale organisée par le mouvement ouvrier. Au début du 20ème siècle, le pays est déjà fortement industrialisé et les conditions de travail sont très dures. Après différentes grèves locales, les syndicats et partis de gauche appellent à cesser le travail dans tout le pays. Les élites tremblent, l'armée est mobilisée.



<https://www.rts.ch/play/tv/le-doc-ch/video/1918-laffrontement-de-la-greve-generale?id=9956766>

Pour toute production humaine, un roman comme un tableau, et de même pour un film documentaire, il y a lieu de considérer séparément, dans ce qui les fait interagir, et en fonction de leur proximité ou éloignement :

- le temps représenté (ce dont il est question);
- le temps représentant (le contexte de production);
- le temps de visionnement (le moment présent).

La grève générale a longtemps été un événement, un moment occulté de l'histoire et de l'historiographie suisses ; et le redeviendra peut-être.

Mais l'intelligibilité du passé et du présent n'est pas construite seulement par les historiens.

L'art peut y jouer un rôle fondamental (littérature, cinéma, théâtre, récits graphiques, etc.).

Rappelons-nous à ce propos que Philippe Schwed avait aussi joué un rôle de passeur en tant que traducteur d'œuvres littéraires stimulantes comme celles de Meienberg.

Pour Pierre Laborie, « L'événement, c'est ce qui advient à ce qui est advenu... »



Pascale Goetschel
et Christophe
Granger,
« « L'événement,
c'est ce qui advient
à ce qui est
advenu... ».
Entretien avec
Pierre Laborie »,
*Sociétés &
Représentations*,
vol. 32, no. 2,
2011, pp. 167-
181.

Dans la manière de penser l'histoire, il y a très grossièrement une ligne de partage entre deux positions, en simplifiant à l'extrême. Il y a ceux qui pensent l'histoire comme un monde en soi, c'est-à-dire comme une sorte d'absolu, presque comme une métaphysique, une histoire d'où les acteurs sociaux sont absents ou ne sont que des figurants. Dans ce cadre, on peut penser que la place donnée à l'événement peut se limiter à une fonction de maillon dans un enchaînement de causalités avec ses logiques propres, dans une mécanique raisonnée qui peut expliquer « la marche » du temps. C'est une histoire qui se déroule en dehors, ou du moins à distance des acteurs sociaux. Au contraire, dans celle que j'essaie d'écrire, et qui découle nécessairement de mes préoccupations, je m'oblige à penser comment les acteurs sociaux pouvaient vivre l'histoire au moment où ils la vivaient, avec ce qu'ils croyaient en voir, ce qu'ils pouvaient percevoir, savoir et comprendre. Je ne dis pas qu'ils font l'histoire mais en tout cas, ils sont là, spectateurs passifs ou non. Et c'est parce qu'il est impossible de faire abstraction des acteurs sociaux que se pose le problème : est-ce qu'un événement ressemble à ce qu'il montre, à ce qu'on dit qu'il est ?

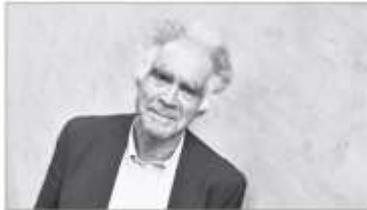
ESSAIS

Revue interdisciplinaire d'Humanités

L'étrangement

Retour sur un thème de Carlo Ginzburg

Études réunies par Sandro Landi



Numéro Hors série - 2013

ÉCOLE DOCTORALE MONTAIGNE-HUMANITES

Nos mots et les leurs.
Une réflexion sur le métier
de l'historien, aujourd'hui

Carlo Ginzburg

«Les historiens commencent par des questions en utilisant des termes qui sont inévitablement anachroniques. Le processus de la recherche modifie les questions de départ sur la base des nouvelles sources, récupérant des réponses articulées dans le langage des acteurs et reliées aux catégories propres à leur société, qui est complètement différente de la nôtre».

Processus/mouvement étique : poser des questions au passé avec les questions/mots du présent

Processus/mouvement émique : construire des réponses qui émanent de l'univers mental du passé

Montrer en même temps la défaite politique et sociale du mouvement ouvrier de l'époque et son affirmation comme acteur de cette confrontation.

Prendre la mesure de l'ampleur de la domination politique et culturelle mise en mouvement dans ce contexte (de la future politique de défense spirituelle, de la future UDC).

Mais examiner d'abord les protagonistes dans leur présent et leurs incertitudes (dans leur présent qui est notre passé).

Documents

Source

«La grève générale de 1918 - Matériaux pour l'enseignement».



A l'occasion du centenaire de la grève générale de 1918, le Syndicat des services publics (SSP) a souhaité mettre à disposition des enseignant-e-s un ouvrage facilitant l'approche de cet événement central dans l'histoire de la Suisse.

<https://ssp-vpod.ch/campagnes/centenaire-de-la-greve-generale/enseigner-la-greve-generale/>

L'avenir de l'humanité dépend de la libération du travail et cette émancipation ne peut se réaliser que par une action commune de tous les travailleurs dans l'exécution d'opérations visant à promouvoir leurs intérêts. La libération des ouvriers ne peut être obtenue que par une organisation des ouvriers dans le but de propager largement la présente déclaration. Voilà donc la tâche de l'Union syndicale, dont les premières revendications doivent être :

- 1 diminution des heures de travail
- 2 salaire plus élevé
- 3 inspection des fabriques et des ateliers
- 4 réglementation du travail de prison et suppression du "trucksystem"
- 5 responsabilité de l'employeur en cas d'accidents, principalement provoqués par une machinerie négligée
- 6 interdiction du travail effectué par des enfants
- 7 création de bureaux ouvriers de statistiques
- 8 autogestion pour toutes les Caisses ouvrières d'entraide et de secours
- 9 interdiction de toutes les amendes de fabrique et de tous les "décomptes" (retenue de salaire et caution)
- 10 même salaire pour une même quantité de travail qu'elle soit exécutée par des hommes ou par des femmes
- 11 effort pour faire connaître les règlements ouvriers, à l'aide de la presse ouvrière, de conférences etc.
- 12 suppression finale du système salarial.

Développement industriel (1888-1929)

Année	Nb fabriques	Nb ouvriers	Force motrice en CV
1888	3776	160 531	81 598
1895	4994	200 199	145 325
1901	6069	242 534	228 134
1911	7907	328 841	414 144
1923	7871	337 403	517 258
1929	8514	409 083	688 610

Statistiques sociales et économiques



1.5 **Caricature sur la violence patronale (Zurich, 1910)**

Caricature du journal des travailleurs de Winterthur lors de la grève des maçons en 1910.
Le gorille symbolise les associations patronales.
Source | Willi Schneider, *Die Geschichte der Winterthurer Arbeitbewegung*, Winterthur, 1960.



1.2 Dragons vaudois intervenant lors d'une grève générale (Lausanne 1907)

Fédération des Unions ouvrières de la Suisse romande

Siège du comité fédératif : Maison du Peuple, Lausanne

Congrès Antimilitariste Suisse à Bienne

LAUSANNE, date du timbre postal.

CAMARADES !

Conformément à la décision de son congrès d'Yverdon, la Fédération des Unions ouvrières de la Suisse romande adresse un chaleureux appel à tous les syndicats, unions ouvrières, fédérations professionnelles, journaux avancés, coopératives, camarades isolés, associations socialistes, anarchistes, syndicalistes, antimilitaristes, groupes d'études sociales, etc., en vue de la tenue d'un

Congrès Antimilitariste Suisse

qui aura lieu à Bienne le samedi 20 novembre, à 8 heures et demie du soir, au Café Morandi, et le dimanche 21 novembre, à 9 heures du matin, à la Brasserie Tivoli, salle du 1er étage.

Dans cette dernière salle se tiendra, à l'issue du congrès, un GRAND MEETING contre la guerre.

Depuis le dernier congrès de Berne de la Ligue antimilitariste suisse, actuellement défunte, aucun effort sérieux n'a été fait par des groupements quelconques dans le but d'intensifier la lutte contre l'armée et la servitude militaire. Et pourtant, depuis lors, la nouvelle loi militaire est entrée en vigueur, réclamant aux citoyens chaque année de nouveaux sacrifices de temps et d'argent, donnant à la bourgeoisie plus de sécurité, permettant aux officiers plus d'arrogance et de grossièreté.

À l'heure où les conflits économiques augmentent en nombre et en étendue, et où nos maîtres réorganisent et fortifient la gardienne de leurs privilèges — l'armée — il est urgent que tous les socialistes sincères s'entendent pour y mettre ordre, pour paralyser tout ou partie des éléments de réaction, et pour permettre ainsi au prolétariat de marcher plus librement vers son émancipation, son bien-être et sa liberté.

« L'antimilitarisme est une importation étrangère », nous disent les patriotes. C'est une sottise. Montrons-leur que partout où il y a oppression économique, il y a des hommes pour la combattre, et que là où existe une armée pour protéger le capital se trouvent aussi des antimilitaristes énergiques. C'est le cas pour la Suisse.

C'est pour ces raisons, chers camarades, que vous viendrez nombreux au congrès de Bienne. C'est pour cela que tous les groupements d'avant-garde y enverront des délégués.

Afin de donner une idée exacte de la situation, de ce qui s'est fait et de ce qui reste à faire, chaque délégué ou assistant est prié d'apporter au congrès un rapport écrit concernant son groupe, sa localité ou sa région. Les propositions spéciales que l'on désire faire devront nous être envoyées à l'avance, afin de pouvoir établir l'ordre du jour définitif, et de ne pas l'encombrer au dernier moment.

Ordre du jour provisoire :

1. L'armée et les grèves;
2. Propagande à faire aux recrues à leur entrée à la caserne;
3. Reconstitution d'une Ligue antimilitariste suisse.

Camarades antimilitaristes, organisations ouvrières, nous comptons sur vous !

Le Comité.

P.-S. — Nous n'adressons pas d'invitation directe aux groupements et aux camarades étrangers, parce que, en vertu de la législation suisse contre la propagande antimilitariste, ils pourraient s'exposer à l'expulsion en participant au congrès. Tous seront les bienvenus, mais à leurs risques et périls.

Tradition pacifiste du mouvement ouvrier (Bienne, 1909)

Congrès antimilitariste à Bienne, 20-21 novembre 1909.

Source | Willi Gautschi, *Der Landesstreik 1918*, Zurich: Chronos Verlag, 1988, p. 25.

Évolution du coût de la vie en Suisse (1914-1918)

	1914	1915	1916	1917	1918
Indice	100	113	131	163	204

Bénéfices nets (en millions de francs) – indice 100 en 1914

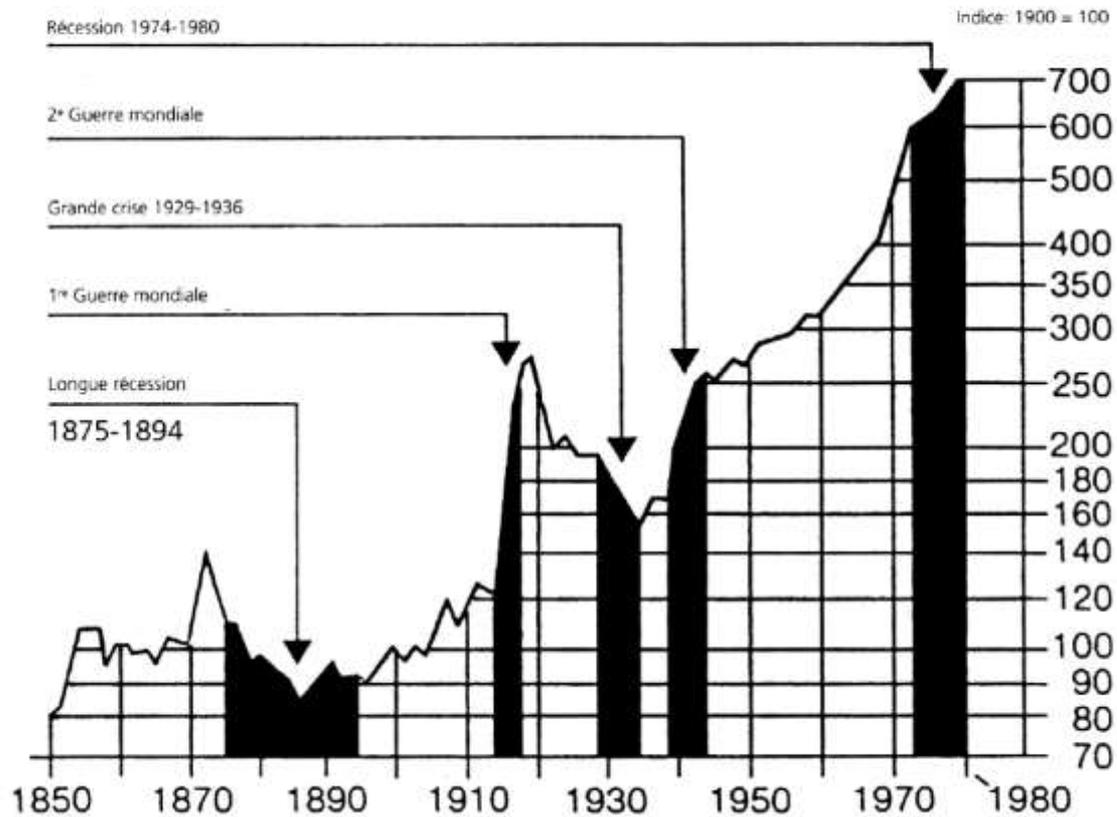
	1914	1915	1916	1917	1918
Industrie alimentaire	20	22	26	33	35
Industrie des métaux	12	11	20	33	39
Industrie chimique	11	14	25	43	45

Augmentation des salaires (en centime/heure) – indice 100 en 1914

	Juin 1914	Juin 1917	Dec. 1918	Indice 1918
Ouvriers qualifiés	72,4	101,0	141,0	197
Ouvriers auxiliaires	55,6	32,0	113,6	204

Augmentation des prix (en francs) – indice 100 en 1914

	Avril 1914	Dec. 1917	Mars 1919	Indice 1919
1 kg de pain	0,35	0,70	0,73	209
500 g de porc	1,20	2,50	4,50	375
100 kg de briquettes	4,00	11,00	19,50	488



Inflation au cours du XXe siècle

En haut.

Source premier tableau | OFS, 1914-1920.

Source tableaux suivants | *Le mouvement ouvrier suisse. Documents. Situation, organisation et luttes des travailleurs de 1800 à nos jours*, Genève: Adversaires, 1975, p. 156-157.

En bas.

Source | Nouvelle Société helvétique, *La Suisse dans la Deuxième Guerre mondiale*, Lausanne, 1995.

2.2 **Manifestation contre la vie chère (Berne, 1915)**

Source | Archives sociales suisses, F Fb-0001-34.



Teurungsdemonstration in Bern 15 Mai 1915



L'Arbalète

Journal Satirique suisse. — Illustré. — Bi-Mensuel
Abonnement : Un an 7 fr. :: Six mois 4 fr. :: Trois mois 2 fr. 50
ADMINISTRATION-RÉDACTION : 25, Avenue de la Gare.

FONDATEURS : LES PEINTRES EDMOND BILLE
CHARLES CLÉMENT. — V. GOTTFREY. — M. MAYWARD
ÉDITION DE LA TRIBUNE DE LAUSANNE

PREMIER MAI

Dessin de Édou. BILLE



« Nos ennemis... frère... les voilà ! »

L'Union du peuple et de l'armée selon L'Arbalète

« Nos ennemis... frère... les voilà ! », L'Arbalète, le journal satirique romand de gauche, prêche l'alliance entre ouvriers et soldats contre les officiers et les chefs d'entreprise.

Source | L'Arbalète. 01.05.1918. Tiré de : Roman Rossfeld et al. (ed.), 14/18 : la Suisse et la Grande Guerre, Baden : Hier und jetzt, 2014, p. 363.

Le Comité d'action présentera au congrès les postulats suivants, qui répondent bien à la situation actuelle, dont la réalisation est possible aux autorités fédérales et sur lesquels attend la classe ouvrière :

1. *Abrogation de l'arrêté du Conseil fédéral du 12 juillet 1918 soumettant le droit de réunion et de démonstration, ainsi que la liberté de la presse, au contrôle de la police des cantons.*
2. *Abrogation de l'arrêté fédéral ordonnant que les déserteurs soient repoussés de l'autre côté de la frontière.*
3. *Institution d'un office fédéral du ravitaillement, en rapport avec une commission dans laquelle la classe ouvrière serait représentée en proportion de son importance.*
4. *Meilleur rationnement et meilleure répartition des matières alimentaires, en tenant compte de difficultés spéciales de la classe ouvrière pour s'alimenter.*
5. *Réglementation des approvisionnements en matières alimentaires et des objets de première nécessité, par la création de marchandises-types uniformes et par la fixation de prix uniques.*
6. *Mise en concession du commerce privé en gros et contrôle de la fixation des prix avec la collaboration de la classe ouvrière.*
7. *Ravitaillement de la population en combustible noir par un office d'importation et de répartition concessionné à la classe ouvrière.*
8. *Institution d'offices de salaire sur la base de parité ayant la compétence de régulariser les salaires dans les industries importantes et le commerce par régions ou cantons.*
9. *Réduction des heures de travail par un arrêté du Conseil fédéral, en considération des difficultés de l'alimentation, provoquant une diminution de la capacité physique de travail.*
10. *Encouragement à la construction de logements ouvriers, par les communes ou les coopératives, par l'avance de capitaux à un taux modéré faite par la Confédération.*
11. *Allocation supplémentaire de renchérissement pour le personnel fédéral et introduction de la journée de huit heures dans les exploitations fédérales et les entreprises de transport.*

Le Comité d'Olten s'adresse au Conseil fédéral (juillet 1918)

Source | Archives USS, Tract du Comité d'Olten, 22.07.1918.

À la classe ouvrière ! Au peuple laborieux de la Suisse !

La classe ouvrière de presque toutes les grandes villes de la Suisse a protesté avec une force inattendue et une rare unanimité par une grève de 24 heures contre la mobilisation provocatrice du Conseil fédéral. Le Comité d'action d'Olten, représentant légitime des organisations ouvrières suisses a, en corrélation avec cette grève de protestation, qui a eu un cours aussi brillant, demandé le retrait immédiat des troupes.

Cette revendication a été refusée par le Conseil fédéral. À une époque où la pensée de la démocratie et de la liberté triomphe à l'étranger, au moment historique où les États jusqu'ici monarchistes vacillent, où les couronnes roulent dans la poussière, au moment solennel où les peuples de l'Europe se réveillent d'une nuit d'horreur et de terreur et veulent prendre eux-mêmes leurs destinées en mains, le Conseil fédéral de la "plus vieille démocratie de l'Europe" s'empresse d'étrangler le peu de liberté dont jouit encore le pays, de proclamer l'état de siège et de dominer le peuple au moyen des baïonnettes et des mitrailleuses.

Un tel gouvernement prouve qu'il est incapable de suffire à cette période historique et à ses besoins. Sous le prétexte de maintenir la tranquillité et l'ordre, de sauvegarder la sécurité intérieure et extérieure du pays, il met délibérément enjeu la tranquillité et l'ordre, la sécurité intérieure et extérieure de ce même pays. Avec une arrogance à laquelle il n'a aucun droit, il se donne comme un gouvernement de la démocratie et du peuple. En vérité, la démocratie et le peuple ont retiré leur confiance aux dirigeants actuels du pays.

Ces autorités ont perdu tout droit de parler au nom du peuple et de la démocratie par lesquels elles ont été désavouées. Elles ont perdu le droit de fixer la destinée d'un peuple qui refuse son assentiment à sa politique. Le moment est venu où le peuple laborieux doit prendre une influence décisive sur le développement ultérieur de la vie de l'État.

Nous demandons la réforme immédiate du gouvernement actuel du pays, conformément à la volonté présente du peuple. Nous demandons que le nouveau gouvernement s'engage à réaliser le programme minimum suivant :

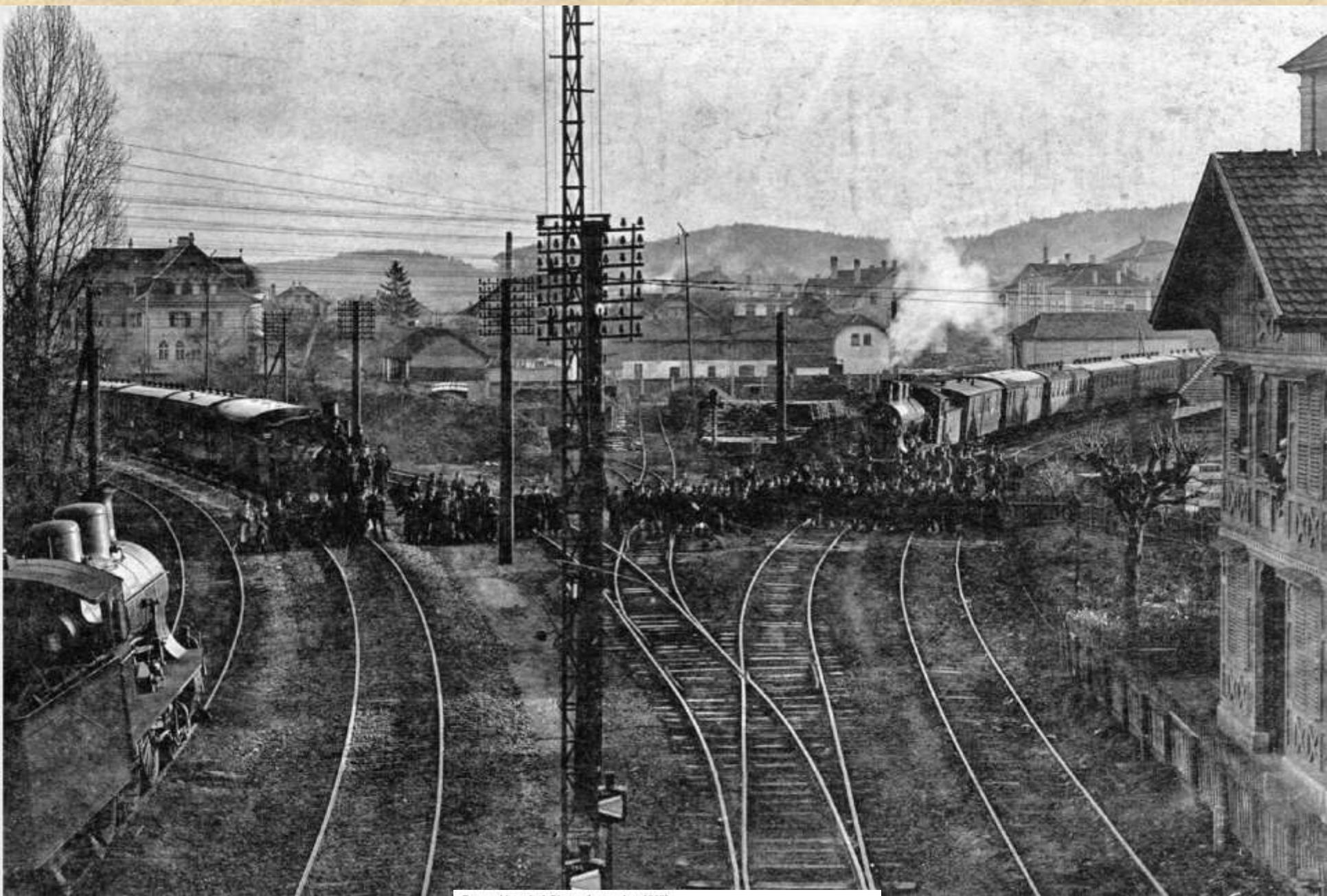
1. *Renouvellement immédiat du Conseil national d'après la proportionnelle.*
2. *Le droit de vote et l'éligibilité de la femme.*
3. *Introduction du devoir de travailler pour tous.*
4. *Introduction de la semaine de 48 heures dans toutes les entreprises publiques et privées.*
5. *Organisation d'une armée essentiellement populaire.*
6. *D'accord avec les producteurs agraires, assurer le ravitaillement.*
7. *Assurance vieillesse et invalidité.*
8. *Monopole de l'État pour l'importation et l'exportation.*
9. *Payement des dettes publiques par les possédants.*

Il est inutile de motiver ce programme plus amplement. C'est le minimum de ce que le peuple laborieux a le droit de réclamer.

L'expérience a démontré que l'on ne peut obtenir aucune concession efficace des autorités par la voie des négociations ; elles n'ont de la compréhension que pour les intérêts des possédants, elles ménagent les accapareurs et les spéculateurs et refusent leur protection au peuple travailleur. *Il faut que le peuple s'aide lui-même s'il ne veut pas à l'avenir être livré sans défense aux riches et aux puissants.*

C'est pour cette raison que les directions des organisations soussignées ont décidé à l'unanimité, et après mûres réflexions sur la situation intérieure et extérieure, *de proclamer la grève générale dans tout le pays.*

La grève commencera lundi, 11 novembre 1918, à minuit. Elle doit comprendre les ouvriers et les ouvrières de toutes les entreprises publiques et privées. Après que le Conseil fédéral a répondu à la grève limitée du 9 novembre par de nouvelles provocations, la grève générale nationale doit être continuée jusqu'à ce que nos revendications soient acceptées. *Elle devra se terminer sur l'ordre des directions des organisations soussignées.*



Troupe bloquée à Bienne (novembre 1918)

Des manifestants ouvriers bloquent deux convois militaires entre Berne et Delsberg (vers Bienne).
Source | Willi Gautschi, *Der Landesstreik 1918*, Zurich: Chronos Verlag, 1988, p. 304.

FEUILLE FÉDÉRALE SUISSE

ET RECUEIL DES LOIS SUISSES

70^e année. Berne, le 20 novembre 1918. Volume V.

Paraît une fois par semaine. Prix: 12 francs par an; 6 francs pour six mois plus la finance d'abonnement ou de remboursement par la poste.
Insertions: 15 centimes la ligne ou son espace; doivent être adressées franco l'imprimerie K.-J. Wyss Erben, à Berne.

Rapport

du

Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant la mise sur pied de troupes et les agitations grévistes.

(Du 12 novembre 1918.)

Monsieur le Président et Messieurs,

I.

Depuis quelque temps déjà, nous voyions à l'œuvre en diverses parties de la Suisse des agitateurs sans scrupules et surtout des représentants du terrorisme bolchevik, préparant le terrain en vue de mouvements subversifs. Ces menées révolutionnaires parfois même nettement anarchistes se manifestaient principalement à Zurich avec une insolence et une intensité toujours grandissantes, de sorte que, peu à peu, la population de cette ville s'est laissé gagner par une agitation extrême, qui s'est étendue à de nombreux cercles de la Suisse entière. L'excitation de la ville de Zurich avait atteint un tel degré que le gouvernement cantonal, après mûre délibération, se résolut à prier le Conseil fédéral d'envoyer des troupes en nombre suffisant pour tranquilliser la population et prévenir les désordres qui menaçaient de se produire. Pour maintenir le bon ordre et le calme et pour défendre la liberté des citoyens contre la violence et l'arbitraire, on mobilisa 4 régiments d'infanterie et 4 brigades de cavalerie. Vu les grands sacrifices déjà supportés par les troupes fédérales et vu surtout la dangereuse épidémie de grippe qui sévit encore, ce n'est que tout-à-fait à contre-cœur que le

gouvernement zurichois s'est résigné à demander le secours de la force armée; c'est bien à contre-cœur aussi que le Conseil fédéral a accordé cette requête. Mais son devoir évident et inéluctable l'obligeait à agir ainsi. Encore fallait-il agir rapidement. Dans l'intérêt de la ville de Zurich et du pays tout entier, le Conseil fédéral mit les troupes sur pied immédiatement pour préserver le pays d'un grand danger. Nous avons motivé notre attitude le 7 novembre par l'appel suivant adressé au peuple suisse:

« Fidèles et chers confédérés,

La guerre mondiale approche de sa fin. La Suisse n'aura point eu à payer son tribut de sang dans la gigantesque crise d'où sortiront une humanité nouvelle et un ordre international nouveau. Nous aurons ressenti des privations et des restrictions parfois gênantes, parfois même très douloureuses, mais nous n'avons qu'à les comparer aux souffrances héroïques, aux misères et aux angoisses des peuples entraînés directement dans la guerre pour comprendre que nous n'avons pas le droit de nous plaindre. Nous avons même joui d'un privilège inestimable, celui d'avoir pu contribuer, dans la mesure de nos faibles forces, à soulager les douleurs et à panser les blessures des autres.

Tous les belligérants ont reconnu et respecté notre neutralité. Tous, sans exception, nous ont fourni des preuves précieuses de leur amitié. Notre armée a monté sa garde fidèle pendant plus de quatre ans à notre frontière; la reconnaissance sans bornes que nous lui devons s'est encore accrue depuis le jour où une épidémie insidieuse a fait des ravages dans les rangs de nos vaillants soldats.

Mais au moment où nous envisagions, avec les chefs de l'armée, les mesures à prendre en vue d'opérer une démobilisation rapide, quoique graduelle, nous avons acquis la conviction qu'une inquiétude diffuse et toujours grandissante s'était emparée de certaines régions du pays et particulièrement de notre centre urbain le plus peuplé, celui de Zurich. Le gouvernement de Zurich nous a demandé instamment de lever des troupes nouvelles pour rassurer l'opinion désemparée et pour prévenir la possibilité de désordres. Quelques journaux et quelques groupes menacent ouvertement ou d'une manière voilée de transporter en Suisse les expériences révolutionnaires et anarchistes qui ensanglantent la Russie. Des éléments louches, généralement étran-

gers, sèment la haine, exploitent les difficultés insurmontables de notre ravitaillement, excitent les passions malsaines; ces éléments-là ne reculeraient ni devant les coups de force ni devant le crime. Dans la maison suisse, si largement hospitalière et si ouverte à l'esprit de liberté, il n'y a point de place pour eux!

Union centrale des associations patronales suisses
Zurich, le 8 août 1918.

Circulaire no. 91 concernant : la grève générale.

Aux membres de l'Union centrale.

Messieurs,

Il serait prématuré de prétendre que tout danger de grève générale est d'ores et déjà écarté. Au cas où le parti socialiste viendrait à exécuter ses menaces, il y a toutes chances que la grève éclate peu de jours seulement après avoir été décidée. C'est pourquoi le Comité de l'Union centrale ne veut pas attendre les résolutions définitives pour donner aux associations quelques recommandations générales en vue de cette éventualité.

1. Appel aux ouvriers. Nous conseillons tout d'abord aux chefs d'entreprises, dès qu'ils auront connaissance de la proclamation de la grève générale, d'afficher dans leurs fabriques ou chantiers un appel aux ouvriers pour leur rappeler toute l'absurdité et le danger d'une grève générale. Il est permis d'espérer qu'une manifestation de ce genre ne demeurera pas sans effet sur une grande partie des ouvriers, en empêchant un bon nombre d'entre eux de prendre part à la grève. Cet appel devrait mentionner entre autre ce que voici :

- a. La grève générale compromet (sic) gravement la sécurité extérieure de notre pays. Elle doit par conséquent être qualifiée d'entreprise criminelle envers la patrie.
- b. Notre législation assure aux ouvriers tous les moyens nécessaires pour faire reconnaître leurs revendications légitimes. La grève générale constitue une violation des contrats de travail, qui désorganise la vie économique et ne devient que trop facilement la cause de désordres ou de troubles. Elle irrite le reste de la population et l'incite à des représailles.
- c. L'entrée en grève sans dénonciation préalable du contrat de travail constitue une violation des engagements pris, qui autorise le patron à résilier immédiatement ce contrat. Par conséquent, toutes réserves sont faites en ce qui concerne le réengagement des ouvriers qui auront pris part à la grève.
- d. La grève générale n'aura pas le succès qu'en attendent ses promoteurs. Tout ce qu'elle fera, ce sera de causer une perte de salaire aux ouvriers et d'aggraver encore davantage la crise alimentaire. En cas de grève, il faut s'attendre à ce que les paysans suspendent pendant quelque temps l'approvisionnement des villes et régions industrielles, notamment en ce qui concerne le lait.

2. Continuation du travail. À tout patron nous conseillons de continuer le travail dans la mesure où les circonstances le permettront, et de s'assurer pour cela à temps la protection de la police ou toute autre assistance, pour peu qu'il y ait des raisons de craindre que les chômeurs ne cherchent à empêcher de vive force les non-grévistes à travailler ou qu'ils ne commettent quelque autre excès. Pour les démarches auprès des autorités, les patrons s'adresseront aux organisations patronales de leur localité (sections d'associations industrielles, sociétés des arts et métiers, associations locales mixtes). Nous déconseillons de fermer prématurément les usines ou chantier, par ex. en l'annonçant la veille du premier jour de grève, ne fût-ce que par ce que là où un délai de congé est convenu de part et d'autre, les ouvriers pourraient s'en prévaloir pour exiger que leur patron leur paye le salaire pendant ce délai, sous prétexte que c'est lui qui a violé ses engagements.

3. Salaires. Sous aucun prétexte, il ne faut payer le salaire des jours de grève aux ouvriers qui ont chômé volontairement.

4. Rengagement des grévistes. Quant à savoir si les grévistes doivent être tous et immédiatement réengagés aussitôt la grève terminée, cela dépendra des circonstances particulières dans chaque entreprise. Si il y a eu des désordres ou d'autres excès, il peut être opportun de boycotter les fautes pendant quelques temps ou même de ne plus les rengager du tout. Dans les industries ou entreprises qui n'ont plus assez de travail pour leur personnel ouvrier ou qui s'attendent à une diminution prochaine de la production, on peut également se demander si il n'y a pas lieu de congédier le personnel superflu. À défaut de raison de ce genre, nous recommandons de rengager les ouvriers dès qu'ils se déclarent prêts à reprendre leur travail.

Si, au reçu de cette circulaire, le danger de grève générale ne paraît pas encore écarté et à condition que vous soyez d'accord avec nos propositions, nous estimons qu'il ne vous faudrait pas tarder à les porter à la connaissance de vos sociétaires. **Mais nous vous prions de vous abstenir de toute communication à la presse.** Au cas où nos propositions vous donneraient lieu à des objections ou à des propositions complémentaires, vous voudrez bien nous en aviser sans retard. Veuillez agréer, Messieurs, l'expression de nos sentiments distingués.

Union centrale des associations patronales Suisse
Le président : G. Naville.
Le secrétaire : Dr. O. Steinmann.

Union centrale des associations patronales : circulaire de préparation (8 août 1918)

Source | Archives de l'UCAPS.

Nous remercions Pierre Eichenberger pour ce document.



Auszug aus dem Protokoll der Sitzung des Schweizerischen Bundesrates

Mittwoch, 13. November 1918.

Generalstreik.
Schreiben an Herrn Grimm.

Mündlich.

Es wird beschlossen, folgendes Schreiben zu erlassen:

"An Herrn Nationalrat Grimm,
zu Händen des Oltenener Aktionskomitees in

BERN.

Im Hinblick auf die ungeheuern, von Stunde zu Stunde wachsenden, innern und äussern Gefahren, die als direkte Folge des Generalstreiks dem Lande und dem gesamten Schweizervolke drohen, fordert der Bundesrat Sie auf, dem Generalstreik mit heute ein Ende zu machen, und bis heute abend 5 Uhr eine bezügliche schriftliche Erklärung abzugeben. Ist der Bundespräsident bis zu dieser Stunde nicht im Besitze einer solchen Erklärung, so nehmen wir an, dass Sie sich weigern, unserer Aufforderung Folge zu leisten.

Hochachtungsvoll.

Bundesrat."

Protokollauszug an Herrn Bundespräsident Calonder
und an Herrn Bundeskanzler Schatzmann.

Für getreuen Auszug,

Der Protokollführer:

[Handwritten signature]

[Handwritten signature]
Herrn Bundeskanzler Schatzmann.

Ultimatum du Conseil fédéral (novembre 1918)

Source | Archives fédérales, E 21 / 1000/ 131 n° 10108.

Le 13 novembre au matin, le gouvernement central lance un ultimatum au Comité d'Olten : à 17 heures, la grève doit avoir cessé, faute de quoi les forces policières et militaires interviendront pour y mettre un terme. Toute absence de réponse sera assimilée à une réponse négative dont le Comité d'Olten devra assumer les conséquences, précise le Conseil fédéral.



L'armée occupe le centre de Zurich (novembre 1918)



Le haut-commandement de l'armée à Zurich (novembre 1918)

Le général Wille et le divisionnaire Sonderegger défilent à Zurich lors du déclenchement de la grève générale à Zurich.
Source | *Schweizer Illustrierte Zeitung*, tiré de : Willi Gautschi, *Der Landesstreik 1918*,
Zurich : Chronos Verlag, 1988, p. 352.



La session parlementaire sous protection militaire (novembre 1918)

En haut.

Source | Archives fédérales, BAR E 27 / 1000/ 721 n° 14095 5482.

Derrière chaque grève, l'ombre de Moscou ?

Comme j'avais raison dans ma dernière correspondance de dire que nous étions sous la menace constante de grèves fomentées par des agitateurs qui rêveraient de faire de notre ville [Zurich] un terrain de culture de leurs menées bolchevistes. Je ne croyais pas que les faits me donneraient si vite et si complètement raison. Nous semblions être dans un état de sécurité complète quand brusquement la grève des employés de banque a éclaté. [...]

Au moment où un accord était sur le point d'aboutir des attroupements de plus en plus nombreux se firent

sur la place de l'Hôtel-de-Ville, et dans le quartier des banques, la haute *Bahnhofstrasse* et la *Paradeplatz*. Cris, vociférations, bagarres ne sont point épargnés et aux abords de la banque Leu on en vint même aux pugilats et aux coups de cannes entre grévistes et gens qui voulaient travailler.

Source | *Gazette de Lausanne*, 04.10.1918.

Un esprit pas "de chez nous"

Il faut agir sans tarder si l'on veut encore sauver la Suisse d'un des plus grands périls qui l'ait menacé depuis quatre ans.

Il y a chez nous des hommes, fortement organisés et abondamment munis d'argent, qui travaillent méthodiquement, et sans être inquiétés, à la ruine de la Suisse. Ces hommes, des étrangers, sont aidés dans leur œuvre criminelle par des Suisses, qui préparent ouvertement la révolution et attendent le moment propice pour établir dans notre pays, à la faveur d'une surprise, la dictature d'une oligarchie sanguinaire, à la russe.

Le danger crève les yeux et l'opinion s'alarme. Seuls, les pouvoirs publics semblent encore l'ignorer.

Attendent-ils pour intervenir qu'il soit trop tard et que l'incendie ait éclaté? [...]

Mais voici qu'une [...] invasion nous menace et que

l'ennemi est à nos portes. Que dis-je? Il est déjà installé chez nous et il nous a déclaré la guerre sans que nous nous en soyons aperçu.

L'ennemi, ce sont les bolcheviks russes et autres qui viennent semer chez nous la haine et l'anarchie. [...]

Le langage de nos journaux socialistes fait frémir.

Les appels à la lutte des classes, à la guerre civile, à la révolution armée s'y multiplient, de même que

les panégyriques de Lénine et de Trotsky. Et, dans tous ces articles qui puent l'inspiration étrangère, on

perçoit un ton qui n'est pas "de chez nous", qui est en contradiction avec nos mœurs et avec tout notre passé.

[...]

Source | *Gazette de Lausanne*, 02.11.1918.

AUTOUR DE LA GRÈVE GÉNÉRALE



Quelques Notes

d'une

Genevoise



NEUCHÂTEL, ATTINGER FRÈRES, ÉDITEURS

Autour de la grève générale. Extraits des notes d'une genevoise (novembre 1918)

Fanny Guillermet (1860-1931), enseignante et écrivaine, membre de l'Union des femmes de Genève et du Comité contre la littérature immorale.

Source | Fanny Guillermet, *Autour de la grève générale. Quelques notes d'une Genevoise*. Neuchâtel : Attinger, 1918.

Lénine, paraît-il, connaît mieux la Suisse que certains de nos compatriotes. Il a déconseillé au camarade Platten l'expérience bolchéviste sur sol helvétique. Ce Suisse trop récent confond-il nos cultivateurs avec des moujiks abrutis par l'eau-de-vie ?

Malgré la présence de 15.000 soldats, la grande cité ouvrière et commerçante sent l'odeur de la poudre. Citoyens, mes frères, gardez bien nos arsenaux ! Une filtration inquiétante les a mystérieusement dépouillés de plusieurs mitrailleuses sans parler de bombes et de grenades à mains, assure-t-on ? Que de responsabilités à établir lorsque le cauchemar actuel sera dissipé !

Depuis si longtemps, on agite devant nos yeux le spectre rouge de la *grève générale* qu'à force d'entendre crier : Au loup ! nous refusons de prendre la bête féroce au sérieux. Et puis, comment admettre que notre pays, émergé indemne du chaos de la guerre, mais meurtri dans son corps et dans son âme et humilié dans sa fierté nationale, rêverait jamais semblable course à l'abîme ?

Six siècles de cette liberté léguée par nos ancêtres ne nous ont donc pas appris à tenir haut la tête ? S'il en est ainsi, la Suisse mérite d'être submergée par les flots révolutionnaires qui sapent ses fondements.

... Un soleil pâle, voilé de brouillard, ne réussit pas à dissiper l'essaim des papillons noirs. La rencontre d'un

ami, dont le pessimisme fataliste triomphe de mes faibles espoirs, alourdit encore ma marche le long des quais, où les enfants essaient leurs premiers pas sur la route de la vie. Pauvres petits, nés dans la tourmente, quel avenir leur sera réservé ?

« Rien n'est plus facile que de « briser » une grève, me disait un jour un directeur d'une grande fabrique. Il suffit de se défaire des meneurs et le reste du troupeau retourne sans broncher au bercail. »

Notre Conseil fédéral devrait bien s'inspirer de la sagesse de feu le conseiller d'État Thiébaud. Socialiste avant la lettre, il déclara lors d'une grève de tramways et à propos des auteurs de troubles (on me permettra d'adoucir les termes) :

— Ceux qui sont d'ici, je les f... dedans ; ceux qui sont étrangers, je les f... dehors.

Il parlait d'or, le brave homme ! L'oiseau qui salit son propre nid est un vilain oiseau, mais bien plus vilain encore est celui qui abuse de la généreuse hospitalité qui lui est offerte.

Un miracle a été accompli : la guerre nous a épargnés et les soldats qui gardent nos frontières ont pu rester l'arme au pied. Nous en réjouissons-nous ? Notre neutralité, dont plusieurs d'entre nous rougissent quelque peu, n'a pas réussi à nous préserver du fléau de la guerre civile.

Pendant que Genève élève le drapeau du libéralisme,

les sinistres disciples de Lénine nous menacent du « grand soir ». La grève générale n'en serait que le prélude.

En vain le colonel Sonderegger, commandant des troupes à Zurich, lance-t-il une vibrante proclamation ! En vain défend-il cortèges et rassemblements et conseille-t-il aux citoyens de fermer leurs oreilles aux chants prometteurs des sirènes slaves ! Ces énergu-mènes — cas de régression ancestrale ? — répondent par l'annonce d'une Saint-Barthélemy, dans laquelle disparaîtront toutes les bourgeoisies, à commencer par la nôtre.

Ce fantôme cramoisi n'effraie aucunement mes concitoyens. Je remarque un certain air de défi dans leur attitude, une démarche martiale oubliée depuis des années. Que les chevaliers du chambardement se le tiennent pour dit : Genève veille !

Sans doute, trouverait-on dans les demeures de nos gardes civiques des revolvers, des fusils et des cannes destinés à l'hyène enragée, le jour où elle fera mine de montrer ses crocs.

Notre Conseil d'État, — il en restera environ la moitié lundi 18 novembre, — n'a pas besoin de prendre de la poudre d'escampette comme ses collègues zurichois. Genève veille, Genève ne s'endormira pas.

Pourvu que la leçon ne soit pas trop vite oubliée ! Pourvu que le réveil de patriotisme, dans l'armée et dans le peuple, ne soit pas éphémère ! Pourvu que nos Autorités comprennent les périls de la routine et de l'inertie ! Pourvu que la Suisse sache ajouter à sa noble devise prêchant la solidarité, un nouveau mot, le seul qui puisse assurer son salut :

Veillons !

Hermann Leuenberger

Conseiller national, président de l'Union syndicale suisse

Aucun des membres du «Comité d'Olten» n'est parmi nous. Friedrich Schneider, Werner Allgöwer et Emile Ryser, morts il y a quelques années seulement, ont été les derniers témoins de ces heures et de ces jours dramatiques que les chefs du mouvement ouvrier ont alors vécus. Leur présence nous relierait plus intimement encore à cet événement. Ces hommes ont tissé l'histoire et quelques-uns d'entre eux – un Friedrich Schneider notamment – l'ont écrite. Cependant, il n'a jamais été possible de déceler objectivement les causes complexes de ce drame, ni d'en dégager la froide vérité historique.

Et pourtant, les tentatives faites pour saisir cette vérité, pour écarter les légendes et les falsifications n'ont pas manqué – ces derniers temps tout particulièrement.

Depuis la création de la Confédération moderne, aucun événement n'a davantage ému les esprits, n'a fait l'objet de jugements plus contradictoires. «Aujourd'hui encore, écrit Paul Schmid-Ammann, de larges milieux de la bourgeoisie restent persuadés que le Comité d'Olten visait à un renversement révolutionnaire des institutions.»

Eugène Hug, le rédacteur de la «gk», a dit en termes plus différenciés: «Aujourd'hui encore, le militant syndical, tout en respectant les faits, porte sur cet événement un autre jugement qu'un conservateur, un radical ou un socialiste. Et c'est bien ainsi parce que la confrontation d'opinions diverses, dans la mesure où elle vise à l'objectivité, est elle-même un moment du devenir historique et de l'élaboration de la vérité historique.»

Le cinquantenaire de la grève générale au sein de l'Union syndicale suisse (1968)

Source | Commémoration de la grève générale de 1918, in: *Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse*, 60 (1968), pp. 337-348.

URL | <https://www.e-periodica.ch/digbib/view?pid=rss-001:1968:60::572#354>.

REVUE SYNDICALE SUISSE

ORGANE MENSUEL DE L'UNION SYNDICALE SUISSE

60^e année

Décembre

N° 12

Source

Schweizerisches Sozialarchiv

Bibliothek



In der Abteilung Bibliothek des Schweizerischen Sozialarchivs finden Sie Bücher und Zeitschriften sowie Non-Books.

> [Suchen](#)

Archiv



In der Archivabteilung finden Sie Körperschaftsarchive und private Nachlässe sowie Fotografien und audiovisuelle Dokumente.

> [Suchen](#)

Dokumentation



In der Abteilung Dokumentation finden Sie Sachdossiers mit Broschüren, Flugschriften und Flugblättern sowie eine Pressedokumentation.

> [Suchen](#)

Schweizerisches Sozialarchiv



Veranstaltungsreihe 2018
Öffentliche Präsentationen 2018
Über uns
Publikationen
Forschung Ellen Rifkin Hill
Führungen
Themenideen

Schweizerisches Sozialarchiv
Stadelhoferstrasse 12
CH - 8001 Zürich
kontakt@sozialarchiv.ch

<https://www.sozialarchiv.ch/2018/09/23/100-jahre-erinnerung-an-den-landesstreik-ein-schweizerspiegel/>



Beginn der linken Deutung des Landesstreiks als sozialpolitische Initialzündung: Erster Mai 1951 in Zürich (SozArch F 5047-Fb-142)

Bloch [-Bollag], Rosa

* 30.6.1880 à Zurich, † 13.7.1922 à Zurich, isr., de Zurich. Fille de Berthold, marchand de grains, et de Julie Guggenheim. ∞ Siegfried B., directeur des Archives sociales suisses. Issue d'une famille appauvrie de négociants en gros, B. travailla comme représentante d'une bijouterie zurichoise, aussi la *Neue Zürcher Zeitung* la surnommèrent-elle *Brillanten-Rosa*. D'abord anarchiste, elle se convertit peu à peu au marxisme révolutionnaire. Elle s'illustra par son intelligence aiguë, ses talents oratoires, de solides connaissances théoriques et fut une agitatrice infatigable. En février-mars 1918, elle fit partie de l'aile gauche du comité d'action d'Olten. B. se dépensa au service du mouvement féminin socialiste. C'est ainsi qu'elle dirigea en juin 1918 une manifestation de femmes contre la vie chère et qu'elle en défendit avec plein succès les revendications devant le Grand Conseil. La même année, elle devint la première présidente de la commission féminine du Parti socialiste suisse, auquel elle avait adhéré en 1912, et se vit chargée de rédiger *Die Vorkämpferin*, journal des travailleuses, auquel elle donna des articles remarquables pour leur engagement et leur qualité d'écriture. Après la scission du PS en 1920, elle adhéra dès 1921 au parti communiste, alors que son mari demeurait socialiste. Elle mourut l'année suivante d'une opération du goître. Haïe et redoutée de la bourgeoisie, B. fut une des femmes les plus combattives et brillantes du mouvement ouvrier suisse et zurichois.

<http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F9274.php>



Portrait anonyme, vers 1920
(Archives sociales suisses, F
Ka-0002-046). 62
(...)

Source

SGB Archiv und Bibliothek / Archives et bibliothèque USS

Signatur / cote :

G 190/3

Titel / titre :

Vorbereitung und Verlauf, Oltener Aktionskomitee

(1918 - 1919)

Teil 3

(7.11.1918 – 1.1.1919)

[Permalink Archivkatalog SGB / Lien permanent catalogue archives USS](#)

90

Comité d'action d'Olten

Berne, le 7 novembre 1918.

A nos organisations,

Dans l'appel ci-joint vous apprenez les décisions du comité d'action. L'invitation à faire grève est adressé aux localités de Zurich, Bâle, Berne, Winterthour, Arben, Schaffhouse, Aarau, St Gall, Lucerne, Oetlikon, Olten, Baden, Bienne, La Chaux de Fonds, Le Locle, Lausanne, Genève, Granges et Sclours.

Nous vous prions de faire imprimer immédiatement cet appel en nombre suffisant d'exemplaires que vous distribuerez. Suivant comme la classe ouvrière sera orientée dépendra le succès de la grève. Pour la conduite de la grève, les dispositions arrêtées à la conférence de Berne et au congrès ouvrier de Bâle sont solables. Nous donnons encore les instructions suivantes. Les cheminots sont dispensés de la grève. Les trams doivent être arrêtés. Les magasins alimentaires resteront ouverts. Les services publics doivent être limités comme les dimanches et jours de fête. Il faut qu'en tout cas aucun journal bourgeois ne paraisse.

Il faut veiller strictement à ce que la grève commence samedi matin de bonne heure et que le travail soit repris lundi matin. Des actions séparées doivent être empêchées énergiquement.

Un rapport sur la conduite de la grève doit être adressé au plus vite au secrétariat de l'Union syndicale suisse, Kapellenstrasse 8 à Berne. Les expériences qui seront faites, dans la présente action, pourront servir dans l'avenir. Donner les nombres des participants à la grève. Avisez immédiatement si des cas de répression sont connus.

Nous attendons de tous les comités qu'ils fassent leur possible pour la réussite de ce mouvement.

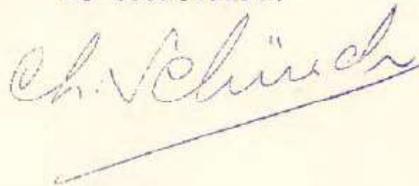
Salutations fraternelles

Pour le comité d'action d'Olten:

Le président:



Le secrétaire:



Sortons pour protester!

Ouvriers !

En un clin d'oeil, alors que tout était tranquille, le Conseil fédéral vient de surprendre la classe ouvrière par une levée de troupes. Malgré la grippe, qui exigeait dans l'intérêt de la santé publique ~~xxx~~ un arrêt dans la mobilisation, dix mille soldats suisses viennent de recevoir un ordre de marche.

Cette levée de troupes n'est pas dirigée contre l'étranger. Aucune frontière n'est envahie. Cependant les mitrailleuses dressées dans les villes, les bataillons qui entourent nos grands centres, prouvent que l'insensé et stupide mobilisation est dirigée contre la classe ouvrière, elle la victime de la faim et de la misère dues aux spéculateurs et accapareurs.

Cette audacieuse mobilisation est une provocation. Elle apportera la misère et la gêne dans des milliers de familles, dans des temps particulièrement difficiles. De mensongers rapports de policiers, de tristes agents provocateurs, de vagues dénonciations, ont suffi pour faire lever des forces militaires.

Les théories mal définies d'une poignée de confusionnistes reçoivent ainsi de l'importance et de la gloire par la ridicule mesure prise par nos inintelligents dictateurs.

Nos protestations contre ces provocantes mesures. La classe ouvrière organisée n'a rien de commun avec des mouvements non disciplinés. Si elle accorde sa sympathie à la classe ouvrière russe pour ses luttes héroïques, les ouvriers suisses savent cependant que les méthodes russes ne peuvent être servilement copiées chez nous. Prétendre que la ~~xxxxxx~~ démocratie socialiste est conduite à la classe par le bolchévisme est un mensonge. Les méthodes de luttes ne se copient pas, elles se règlent d'après les conditions propres à chaque pays. Tout en reconnaissant le but du socialisme international, nous repoussons fièrement les diffamations d'agents scudoyés.

Travailleurs,

Les autorités se refusent à préciser les raisons qui justifient les mesures dictatoriales, qu'elles ont prises. Elles se refusent à rappeler nos troupes. Dans cette situation, un geste laconique ne suffit pas. Maintenant, ouvriers, lève-vous pour vous défendre, il faut, que l'on sache que vous en avez assez de servir en bête de somme, vous l'uniforme, pour la défense de riches privilégiés. En signe de protestation contre les irresponsables dictateurs bourgeois et militaristes nous vous invitons à une

grève générale de protestation de 24 heures

Dans toutes les grandes villes, le travail doit être arrêté samedi matin. Quand toute démarche conciliante devient inutile, il faut employer d'autres moyens.

Ce n'est, que lorsque les autorités s'apercevront que la classe ouvrière agit avec sérieux, qu'elles deviendront plus sages.

Laissez donc reposer votre travail pendant 24 heures. Quo pas un no reste en arrière, quo pas un n'agisse en traître. Qu'avec ensemble et discipline le travail soit laissé samedi matin, qu'avec ensemble et discipline il soit repris lundi matin.

Nous en appelons à la solidarité de l'ensemble de la classe ouvrière. Nous en appelons à la solidarité de nos camarades de classe en habit militaire. Que les soldats répondent à leur convocation, mais qu'ils se refusent à employer les armes contre le peuple.

Debout se protester! Dans les semaines à venir se poseront de plus grands problèmes à la classe ouvrière. S'il ne s'agit aujourd'hui que d'une protestation par une cessation du travail, un plus grand effort pourrait être nécessaire bientôt.

Dans la mesure, où la présente grève sera imposante et impressionnante, le succès pourra être assuré dans les prochaines luttes, pour les revendications matérielles de la classe ouvrière et le renouvellement de la démocratie.

Vive la solidarité! A bas la réaction!

Berne le 7 novembre 1918

Le comité d'action d'Olten.

COMITÉ D'ACTION OUVRIER

(UNION OUVRIÈRE & LIGUE DU PERSONNEL A TRAITEMENT FIXE RÉUNIES)

11/4
 SIÈGE SOCIAL :
 CHAMBRE DE TRAVAIL
 RUE DES
 TERREAUX-DU-TEMPLE

Le 10 Novembre, 1918.

Au camarade Charles S C H U R C H.
 Secrétaire de l'Union Syndicale Suisse.

B E R N E.
 =O=O=O=O=O=O=

Mon cher camarade.

Pour donner suite à ta lettre express datée du 7, mais reçue que le 8 crt., à 5 1/2 heures du soir, je te communique ce qui suit sur la situation à Genève:

Vendredi 8 crt., à 10 heures du matin j'ai reçu un coup de téléphone du camarade Ilg, m'avisant que le Comité d'action d'Olten avait décidé de faire décréter la grève générale dans les principales villes suisses pour le samedi 9 crt. et me chargeant de faire le nécessaire pour qu'elle se produise également à Genève.

J'ai immédiatement avisé mes collègues du Comité d'action ouvrier de Genève et nous avons décidé en attendant les instructions supplémentaires qui devaient nous parvenir dans la journée, de nous rassembler le soir même avec le Comité de l'Union ouvrière.

A 5 1/2 heures du soir, nous avons reçu, Nicolet et moi, les instructions contenues dans ta lettre express. Nicolet prit sur lui de faire tirer immédiatement 10.000 feuilles volantes selon le texte reçu. L'imprimeur auquel il s'adressa étant absent à ce moment, il fut convenu avec le contremaître de l'imprimerie que les typos feraient des heures supplémentaires pour que nous puissions avoir les feuilles à minuit. Nous pensions trouver assez de monde dans le cours de la soirée pour les faire distribuer à la première heure du matin, mais nous avions compté sans l'imprimeur, qui à son retour à l'imprimerie,

COMITÉ D'ACTION OUVRIER

(UNION OUVRIÈRE & LIGUE DU PERSONNEL A TRAITEMENT FIXE RÉUNIES)

SIÈGE SOCIAL :
CHAMBRE DE TRAVAIL
RUE DES
TERREAUX-DU-TEMPLE

Le 10 Novembre, 1918.

2.

téléphona à Nicolet qu'il refusait de faire ce travail.

A 8 1/2 heures nous nous trouvions rassemblés une partie du Comité d'action ouvrier, le Comité de l'Union ouvrière et une trentaine de délégués et d'hommes de confiance que nous avons pu atteindre dans la journée. Nicolet nous fit rapport de sa mésaventure avec l'imprimeur et nous donna connaissance d'une lettre du Comité de la Ligue du Personnel à traitement fixe, nous déclarant que n'ayant reçu aucune instruction de son C.C. à St. Gall, il s'abstenait de participer au mouvement. (C'est pour cette raison que le C.A.O. ne se trouvait pas présent au complet.) Après avoir longuement discuté la situation et convenu qu'il nous était matériellement impossible de déclencher la grève générale dans ces conditions pour le lendemain matin, nous décidâmes de convoquer une assemblée générale des délégués à l'U.O. des comités de syndicats et des hommes de confiance pour le samedi soir et de proposer la grève générale pour le lundi matin.

Samеди soir, nous nous trouvâmes en face d'une centaine de délégués auxquels nous exposâmes la situation et notre proposition. Après discussion nous passâmes au vote par bulletins secrets et le résultat fut le suivant: 45 oui, 44 non, 1 bulletins blancs et un nul. Dans ces conditions il ne nous restait rien autre à faire qu'à nous abstenir. Les employés de trams n'étaient pas représentés et même présents, il est certain qu'ils auraient voté contre la grève générale, venant de terminer il y a quelques semaines un mouvement qui finit par une grève d'une semaine. Nous ne pouvons ici à Genève non plus compter sur

COMITÉ D'ACTION OUVRIER

(UNION OUVRIÈRE & LIGUE DU PERSONNEL A TRAITEMENT FIXE RÉUNIES)

SIÈGE SOCIAL :
CHAMBRE DE TRAVAIL
RUE DES
TERREUX-DU-TEMPLE

Le 10 Novembre, 1918.

3.

les employés des Services industriels, de sorte que même si nous avions eu une majorité suffisante, notre grève risquait tout au plus d'être une grève de protestation des ouvriers des usines et des chantiers. Par conséquent les bourgeois l'ont échappée belle à Genève et ils s'en réjouissent. Espérons que cela ne durera pas toujours.

Nous avons donc décidé d'organiser en lieu et place de la grève, un grand meeting de protestation pour lundi soir au Bâtiment électoral. Nous avons fait tirer 300 affiches et 8.000 feuilles volantes qui seront distribuées ce soir à 5 heures à tous les délégués présents hier au soir, afin qu'elles soient distribuées demain matin dans toutes les usines, ateliers et chantiers de la place. Nous espérons à cette occasion avoir l'appui des Employés à traitement fixe et, par conséquent avoir une bonne affluence. Je t'aviserai mardi du résultat.

Maintenant je voudrais que tu rendes le Comité d'Action d'Oltén attentif, qu'à la prochaine occasion il faut absolument qu'il tienne mieux compte de la situation à Genève. Nous n'avons ni quotidien, ni imprimerie, et, il nous est matériellement impossible de déclancher un pareil mouvement dans l'espace de 12 heures. Il faut que nous soyons avisés au moins 48 heures à l'avance, autrement nous nous trouverons dans la même situation qu'aujourd'hui.

Cordiales salutations.

Pr. - Le Comité d'Action Ouvrier de
Genève:

Le Secrétaire:

M. Hubert

COMITÉ D'ACTION OUVRIER

(UNION OUVRIÈRE & LIGUE DU PERSONNEL A TRAITEMENT FIXE RÉUNIES)

SIÈGE SOCIAL :
CHAMBRE DE TRAVAILRUE DES
TERREAUX-DU-TEMPLE

Le 16 Novembre, 1918.

Au camarade Charles S C H U R C H.

Secrétaire de l'Union Syndicale Suisse.

B E R N E.
=====

Mon cher camarade,

Le Comité d'action ouvrier de Genève ayant été coffré jeudi après-midi à 4 heures et relâché que hier au soir à 7 heures, ce n'est qu'aujourd'hui que je parviens à t'adresser un rapport sur la situation à Genève.

La Grève générale a ici parfaitement bien réussi grâce à l'attitude exemplaire des cheminots en particulier. Les Services industriels n'ont pas marché, les postiers se sont ralliés au mouvement que jeudi matin et encore que partiellement, environ 80 postiers. Il y a eu quelques défections le mercredi avec les employés de tramways qui avaient reçu un ordre de marche de la direction, mais ces défections n'ont pas eu une grande influence sur le mouvement. Les cheminots par contre ont été admirables, mobilisés individuellement et ayant reçu l'ordre de marche signé du Commandant de place, porté à domicile par un fonctionnaire accompagné de deux soldats bayonnette au canon, ils ont refusé catégoriquement d'obtempérer, déclarant s'en référer aux instructions de leur comité central. Dans la métallurgie et le bâtiment tout a bien été également, sauf dans quelques corporations, horlogerie, alimentation, etc. ou les ouvriers et les ouvrières sont relativement mal organisés.

Les bourgeois de Genève avaient mobilisé tout ce qui était

COMITÉ D'ACTION OUVRIER

(UNION OUVRIÈRE & LIGUE DU PERSONNEL A TRAITEMENT FIXE RÉUNIES)

SIÈGE SOCIAL :
CHAMBRE DE TRAVAIL

RUE DES
TERREAUX-DU-TEMPLE

Le 16 Novembre, 1918.

3.

mobilisable contre la classe ouvrière: Gendarmerie, agents de la sûreté sauveteurs auxiliaires, garde civique, gymnastes, pompiers. Malgré cela aucun trouble ne s'est produit jusqu'au moment où la grève générale se terminait et où les autorités ont pris les mesures nécessaires pour assiéger le local du Grütli où nous avions assemblée et s'emparer du comité de grève, sous le fallacieux prétexte qu'il avait été délivré des bulletins de grève avec un tampon humide portant la mention: Grève pas terminée. Notre camarade Nicolet qui était descendu dans la rue à la première échaffourée dans le but de calmer la foule, a été appréhendé par la gendarmerie et frappé d'ignoble façon par les gendarmes et les civiles, soit dans la rue, soit au poste. Nous autres, Nicole, Hofmann et moi, nous nous sommes rendus au poste en compagnie du directeur de la police centrale et d'un Commissaire de police et rien nous a été fait. Depuis le poste nous avons été conduits tous les quatre en automobiles aux violons et après interrogatoire par le Commissaire de police, à la Prison de St. Antoine où nous sommes restés 34 heures. Hier après-midi à 5 heures nous avons été interrogés par major et à 7 heures nous avons été remis en liberté, sauf le camarade Nicole, qui est employé postal et que cinq collègues de travail avaient dénoncés comme ayant tenu des propos compromettants au cours d'une assemblée de postiers, et qui fut relâché qu'aujourd'hui à midi après une instruction moins sommaire que la nôtre. Après notre départ, le local du Grütli qui était occupé par la troupe, bayonnette au canon, fut fermé, ainsi que l'imprimerie des U.O. où les scellés furent appo-

COMITÉ D'ACTION OUVRIER

(UNION OUVRIÈRE & LIGUE DU PERSONNEL A TRAITEMENT FIXE RÉUNIES)

SIÈGE SOCIAL :
CHAMBRE DE TRAVAIL
RUE DES
TERREAUX-DU-TEMPLE

Le 16 Novembre, 1918.

3.

sés.

Peu avant que l'agression policière se produisit au Grütli, Nicolet avait téléphoné à la Maison du Peuple de Berne pour savoir si le communiqué du Journal de Genève affirmant que le Soviet d'Olten avait capitulé sans condition et que la grève était terminée le soir à minuit était exact. Brotschy ayant répondu qu'il était exact que décision avait été prise de terminer la grève pour minuit, nous avons justement pris la décision d'en aviser la classe ouvrière au moyen de feuilles volantes, en attendant une confirmation télégraphique que nous avons demandée à Brotschy et, nous avons chargé tous les comités de syndicats présents de faire le nécessaire pour convoquer leurs membres pour 8 1/2 heures du soir, afin de leur communiquer officiellement la fin de la grève. Donc, sans l'intervention de la magistrature, de la gendarmerie, des agents de surêté, des sauveteurs auxiliaires, des gardes civiques, des gyms, des pompiers et de deux compagnies du 194, la grève générale à Genève se serait passée dans le calme le plus complet et avec une discipline exemplaire. C'est cela qui faisait le plus baver nos bourgeois et comme nous ne prétions pas le flanc à des provocations, ils ont fini par monter leur offensive de grand style contre la Grütli.

Jusqu'à aujourd'hui nous n'avons pas eu connaissance que des représailles sérieuses aient été exécutées. Quelques patrons ont refusé de reprendre des ouvriers et des ouvrières avant lundi, mais c'est tout.

COMITÉ D'ACTION OUVRIER

(UNION OUVRIÈRE & LIGUE DU PERSONNEL A TRAITEMENT FIXE RÉUNIES)

SIÈGE SOCIAL :
CHAMBRE DE TRAVAIL

RUE DES
TERREUX-DU-TEMPLE

4.

Le 16 Novembre, 1918.

Maintenant, nous aimerions bien connaître exactement les conditions, ou plutôt les concessions faites par le Conseil fédéral. On nous a déclaré qu'il était d'accord avec le renouvellement du Conseil national sur la base de la proportionnel. Quand ces élections devront a peu près avoir lieu ? Qu'il était d'accord avec la discussion, (ce qui ne veut pas dire l'acceptation) de la semaine de 48 heures. Est-ce seulement pour les entreprises d'Etat ou également pour l'industrie privée ? Qu'il était d'accord de soumettre au débat de la prochaine session des Chambres la question de l'assurance-vieillesse. Nous aimerions bien avoir des données exactes à ce sujet pour pouvoir en aviser les syndicats.

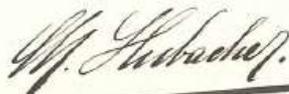
En tous cas, nous pensons que ce mouvement aura au pour le moins comme résultats de rapprocher les différentes organisations syndicales de notre place et qu'avant qu'il soit longtemps nous aurons dans l'U. O. un groupement compacte de toutes les organisations.

Tout est bien qui fini bien, reste à voir les résultats.

Cordiales salutations.

Pr.- Le Comité d'action ouvrier de
Genève:

Le secrétaire:



[22.12.1948 / I. Allg. Arbeiterkongress]

229

99 ?

Au nom du Congrès socialiste et syndical suisse réuni à Berne, nous envoyons notre salut fraternel à nos camarades dans le monde entier et nous exprimons le vœu qu'ils veuillent se joindre à nous à une date rapprochée en un Congrès international. Ce Congrès devrait proclamer les principes qui assureront une solution pacifique des grands problèmes posés devant toutes les nations et dont dépendent non seulement l'avenir des classes ouvrières mais la stabilité des organismes sociaux, ainsi que la prospérité et la paix du monde.

Notre vieille démocratie, neutre par son histoire et sa situation géographique, serait heureuse d'offrir l'hospitalité aux camarades travailleurs de toutes les nations.

H. Viet
G. Lehmann
Fritz
H. K. K. K.
W. K. K. K. [E.R. 6664]

Une grammaire du questionnement de l'histoire scolaire

Trois questions fondamentales

Quels liens de l'histoire scolaire avec quelle construction identitaire ?

Quelle problématisation de l'histoire scolaire ?

Quels liens de l'histoire scolaire avec les questions vives et sensibles ?

Des interrogations de l'histoire en amont de toute narration du passé

Entre la vie et la mort

Entre l'amitié et l'inimitié

Entre l'inclusion et l'exclusion

Entre homme et femme (descendance, générations)

Entre domination et subalternité

[Koselleck]

Trois configurations historiographiques

Approche politique et diplomatique

Approche économique et sociale

Approche culturelle, en fonction des représentations

[Prost & Winter]

Des modes de pensée de l'histoire

Un noyau dur: comparaison (du passé au présent ; étrangeté du passé et de l'autre) et périodisation (temps et durées)

La distinction de l'histoire et de son usage public (histoire-mémoire, histoire dans les œuvres et les médias)

Des rapports au temps

Reconstruire les présents du passé :

Pour chaque acteur de l'histoire

entre *champ d'expérience*

et *horizon d'attente*, [Koselleck]

il y a un *espace d'initiative* [Ricoeur]

Vers une conscience historique

Une pluralité des échelles de l'histoire

Échelles temporelles : trois durées [Braudel]

Échelles spatiales : relier le local, au national et au mondial

Échelles de sociétés : d'en haut et d'en bas

Perspectives multiples

Une grammaire du questionnement de l'histoire scolaire

Trois questions fondamentales

Quels liens de l'histoire scolaire avec quelle construction identitaire ?

Quelle problématisation de l'histoire scolaire ?

Quels liens de l'histoire scolaire avec les questions vives et sensibles ?

Des interrogations de l'histoire en amont de toute narration du passé

Entre la vie et la mort

Entre l'amitié et l'inimitié

Entre l'inclusion et l'exclusion

Entre homme et femme (descendance, générations)

Entre domination et subalternité

[Koselleck]

Trois configurations historiographiques

Approche politique et diplomatique

Approche économique et sociale

Approche culturelle, en fonction des représentations

[Prost & Winter]

Des modes de pensée de l'histoire

Un noyau dur: comparaison (du passé au présent ; étrangeté du passé et de l'autre) et périodisation (temps et durées)

La distinction de l'histoire et de son usage public (histoire-mémoire, histoire dans les œuvres et les médias)

Des rapports au temps

Reconstruire les présents du passé :

Pour chaque acteur de l'histoire

entre *champ d'expérience*

et *horizon d'attente*, [Koselleck]

il y a un *espace d'initiative* [Ricoeur]

Vers une conscience historique

Une pluralité des échelles de l'histoire

Échelles temporelles : trois durées [Braudel]

Échelles spatiales : relier le local, au national et au mondial

Échelles de sociétés : d'en haut et d'en bas

Perspectives multiples

Une grammaire du questionnement de l'histoire scolaire

Trois questions fondamentales

Quels liens de l'histoire scolaire avec quelle construction identitaire ?

Quelle problématisation de l'histoire scolaire ?

Quels liens de l'histoire scolaire avec les questions vives et sensibles ?

Des interrogations de l'histoire en amont de toute narration du passé

Entre la vie et la mort

Entre l'amitié et l'inimitié

Entre l'inclusion et l'exclusion

Entre homme et femme (descendance, générations)

Entre domination et subalternité

[Koselleck]

Trois configurations historiographiques

Approche politique et diplomatique

Approche économique et sociale

Approche culturelle, en fonction des représentations

[Prost & Winter]

Des modes de pensée de l'histoire

Un noyau dur: comparaison (du passé au présent ; étrangeté du passé et de l'autre) et périodisation (temps et durées)

La distinction de l'histoire et de son usage public (histoire-mémoire, histoire dans les œuvres et les médias)

Des rapports au temps

Reconstruire les présents du passé :

Pour chaque acteur de l'histoire

entre *champ d'expérience*

et *horizon d'attente*, [Koselleck]

il y a un *espace d'initiative* [Ricoeur]

Vers une conscience historique

Une pluralité des échelles de l'histoire

Échelles temporelles : trois durées [Braudel]

Échelles spatiales : relier le local, au national et au mondial

Échelles de sociétés : d'en haut et d'en bas

Perspectives multiples

Une grammaire du questionnement de l'histoire scolaire

Trois questions fondamentales

Quels liens de l'histoire scolaire avec quelle construction identitaire ?

Quelle problématisation de l'histoire scolaire ?

Quels liens de l'histoire scolaire avec les questions vives et sensibles ?

Des interrogations de l'histoire en amont de toute narration du passé

Entre la vie et la mort

Entre l'amitié et l'inimitié

Entre l'inclusion et l'exclusion

Entre homme et femme (descendance, générations)

Entre domination et subalternité

[Koselleck]

Trois configurations historiographiques

Approche politique et diplomatique

Approche économique et sociale

Approche culturelle, en fonction des représentations

[Prost & Winter]

Des modes de pensée de l'histoire

Un noyau dur: comparaison (du passé au présent ; étrangeté du passé et de l'autre) et périodisation (temps et durées)

La distinction de l'histoire et de son usage public (histoire-mémoire, histoire dans les œuvres et les médias)

Des rapports au temps

Reconstruire les présents du passé :

Pour chaque acteur de l'histoire

entre *champ d'expérience*

et *horizon d'attente*, [Koselleck]

il y a un *espace d'initiative* [Ricoeur]

Vers une conscience historique

Une pluralité des échelles de l'histoire

Échelles temporelles : trois durées [Braudel]

Échelles spatiales : relier le local, au national et au mondial

Échelles de sociétés : d'en haut et d'en bas

Perspectives multiples

Une grammaire du questionnement de l'histoire scolaire

Trois questions fondamentales

Quels liens de l'histoire scolaire avec quelle construction identitaire ?

Quelle problématisation de l'histoire scolaire ?

Quels liens de l'histoire scolaire avec les questions vives et sensibles ?

Des interrogations de l'histoire en amont de toute narration du passé

Entre la vie et la mort

Entre l'amitié et l'inimitié

Entre l'inclusion et l'exclusion

Entre homme et femme (descendance, générations)

Entre domination et subalternité

[Koselleck]

Trois configurations historiographiques

Approche politique et diplomatique

Approche économique et sociale

Approche culturelle, en fonction des représentations

[Prost & Winter]

Des modes de pensée de l'histoire

Un noyau dur: comparaison (du passé au présent ; étrangeté du passé et de l'autre) et périodisation (temps et durées)

La distinction de l'histoire et de son usage public (histoire-mémoire, histoire dans les œuvres et les médias)

Des rapports au temps

Reconstruire les présents du passé :

Pour chaque acteur de l'histoire

entre champ d'expérience

et horizon d'attente, [Koselleck]

il y a un espace d'initiative [Ricoeur]

Vers une conscience historique

Une pluralité des échelles de l'histoire

Échelles temporelles : trois durées [Braudel]

Échelles spatiales : relier le local, au national et au mondial

Échelles de sociétés : d'en haut et d'en bas

Perspectives multiples



Merci de votre attention !